



CDSE · Club des Directeurs de Sécurité/Sûreté des Entreprises

6, place d'Estienne d'Orves - 75009 Paris

01 72 317 318

www.cdse.fr

Conception : www.snatch-design.com - Crédits photos : Masterfile / Shutterstock

Rapport d'Activités **2016**

CDSE

Club des Directeurs de Sécurité / Sûreté des Entreprises

Sommaire

• Le mot du Président	2
• 2016 en quelques chiffres	4
• Nos objectifs en 2017	5
• CDSE, un centre d'échanges et d'entraide	6
• Calendrier des événements CDSE pour l'année 2016	7
• Le baromètre de la sécurité des collaborateurs à l'international	10
• Les commissions	18
• Focus sur l'organisation d'une commission : le CDSE Junior 2016	31
• Sécurité & Stratégie	33
• Internet	34
• Le réseau / Adhérer au CDSE en 2017	35



Le mot du Président

En 2016, selon un rapport des chercheurs de l'Université du Maryland, 13.400 actes de terrorisme ont eu lieu dans le monde causant la mort de plus de 34.000 personnes. L'Europe comptabilise 402 attaques, soit 3% des attaques mondiales et 350 personnes décédées soit un peu plus d'1% du total monde. En France ce sont trois attaques revendiquées par le groupe Etat islamique (EI) qui ont durablement marqué les esprits (attaque du 13 juin à Magnanville, du 14 juillet sur la promenade des Anglais à Nice et du 26 juillet à Saint-Etienne-du-Rouvray). S'y ajoutent de multiples tentatives ou projets d'attentats plus ou moins avancés ainsi que les attentats de Bruxelles, le 22 mars, dont les auteurs ont participé, de manière plus ou moins directe, aux tueries du 13 novembre. Les dernières attaques récentes contre des lieux touristiques mais aussi des sites commerciaux et industriels à l'étranger rappellent que le risque d'attaque armée est d'une actualité réelle pour les entreprises et pourrait se maintenir durablement.

Aussi entre attentats et projets d'attaque, les salariés et leurs entreprises sont particulièrement mobilisées par les sujets de sécurité au niveau national et international. Dans ce contexte, de menaces accrues, le rôle des directeurs sécurité est devenu totalement déterminant au sein des entreprises. Les directions générales ont sollicité leurs compétences tout au long de l'année afin de sécuriser salariés et patrimoine.

A cet égard, l'engagement et le dialogue que les membres du CDSE, les directeurs sureté et leurs collaborateurs, ont su nouer avec les services de l'Etat ont été essentiels notamment sur un sujet comme celui qui a été le fil rouge de notre année 2016, la prévention de la radicalisation. Ce sujet a en effet constitué une préoccupation très forte pour les entreprises et le CDSE a répondu à cette attente à travers trois initiatives fortes :

En premier lieu, la création d'une commission spécifique dédiée à ce sujet. Cette commission a permis à travers des exposés de chercheurs de haut niveau consacrés à l'histoire des mondes musulmans de mieux appréhender l'histoire des doctrines de l'islam et réinjecter de la complexité dans des réalités souvent trop simplifiées par les discours. Des rencontres avec les services spécialisés du ministère de l'Intérieur ont permis à cette commission d'identifier dans l'organigramme du ministère, les bons interlocuteurs et les spécificités de chacun des services. En second lieu, c'est un partenariat entre le club et les différents services de renseignement mobilisés au service de la sécurité des entreprises, qui s'est traduit par des rencontres permettant de faire le point sur l'état de la menace. Enfin, le colloque annuel du Club a été consacré, à la demande des adhérents à ce sujet. Nous avons néanmoins rappelé à cette occasion, que si radicalisation et terrorisme islamiste sont fortement associés actuellement dans les discours, il existe aussi d'autres formes de radicalisation parfois très violentes, qui peuvent impacter le monde de l'entreprise. Cet évènement a réuni dans son édition modernisée de 2016 plus de 600 participants.

Mais d'autres risques menacent toujours les entreprises : les déstabilisations, virtualisation des fraudes, trafics illicites transnationaux, kidnappings de collaborateurs, cybermenaces dans leur ensemble. C'est pour aider

les sociétés de toutes tailles à préparer l'avenir et à mieux répondre à ces menaces que le CDSE a poursuivi durant toute l'année 2016 ses différentes activités.

Les commissions du club au nombre de 14 aujourd'hui, sous l'autorité et l'impulsion de leurs présidents respectifs, échangent, produisent de la doctrine, des outils qui aident au quotidien à avoir de bons réflexes et les partagent avec toutes les fonctions de l'entreprise. C'est ce réseau d'échange de bonnes pratiques, de mise en commun d'expériences, d'assistance dans certaines situations de crise qui constitue l'essence même du Club.

L'année 2016 a également été marquée par un nombre important de fraudes au faux président qui ont continué à prospérer et à affecter les entreprises françaises. Le préjudice de ces fraudes est estimé entre 300 et 500 millions d'euros pour les entreprises françaises depuis cinq ans. Le Club a décidé de contribuer à organiser la riposte en misant sur la sensibilisation des salariés des entreprises en produisant un e-Learning destiné à la Prévention de ce type de fraudes dans les entreprises.

Le renforcement de la culture sécurité et le développement d'une perception du risque partagée par tous les salariés étant l'ADN du CDSE, le conseil d'administration du Club a décidé que cet outil serait libre de droits afin d'en faire bénéficier l'ensemble des entreprises et ainsi toucher les PME et ETI souvent les plus dépourvues face à ce type d'escroqueries.

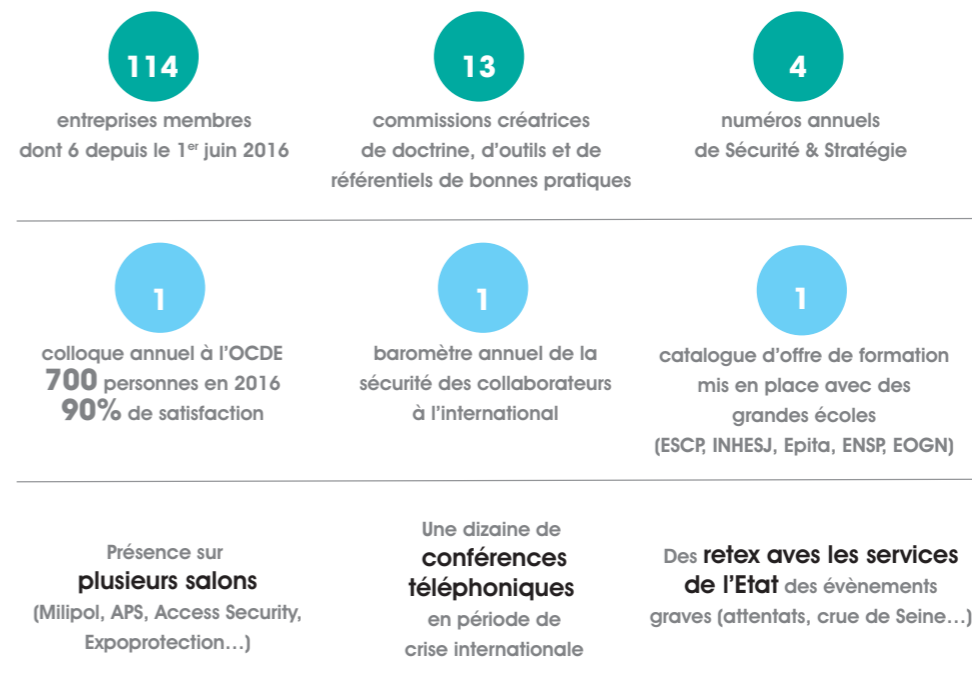
Les différents éléments de bilan de notre rapport d'activité montrent que le CDSE est un acteur important, voire incontournable dans l'éco-système de la sécurité en France et dans le débat public-privé. Nous entendons bien continuer à jouer un rôle de premier plan en la matière en étant mobilisés face aux diverses menaces, en accompagnant nos adhérents à travers nos conférences, nos outils et notre action auprès des pouvoirs publics.

Les défis ne manquent pas dans une actualité qui s'avère toujours aussi soutenue et dans un contexte international en perpétuel mouvement.

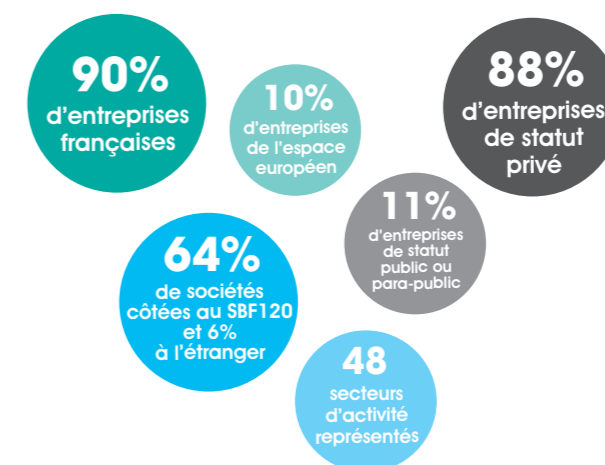
Au terme de mes deux mandats de Président, je ne peux que me réjouir de l'importance prise par le CDSE. Comme chaque année, il s'agit d'un travail collectif de l'ensemble de ses membres, de son conseil d'administration, de ses vice-présidents Jean-Louis Fiamenghi et Eric Le Grand, mais aussi de toute l'équipe permanente mise en place en 2016, la directrice générale Annick Rimlinger et le secrétaire général Julien Marcel.

Je ne doute pas que le Club continue à croître en nombre d'adhérents et en influence car il répond à un vrai besoin. Je continuerai d'un peu plus loin à en suivre le développement et à en soutenir les initiatives.

Les chiffres clés du CDSE



Les membres du CDSE



Nos objectifs en 2017

Poursuivre nos actions de réflexions prospectives

... Via nos rendez-vous réguliers, le CDSE offre aux directions sécurité/sûreté des moments de réflexions et d'échanges entre professionnels permettant de mieux appréhender les crises de demain.

Continuer la diffusion d'une culture sécurité

... En sensibilisant, en formant et en informant sur les enjeux de sécurité/Sûreté. Autour de séminaires, d'actions de communications et de modules de formations, le CDSE contribue à l'appropriation par le plus grand nombre des problématiques de sécurité/sûreté

Valoriser et Promouvoir les fonctions Sécurité/Sûreté

... Via la réalisation d'une étude sur ces fonctions et la réalisation d'un second livre blanc.

Favoriser l'intégration des PME-PMI au sein de notre club

... En leur offrant un espace d'échanges adapté.

Développer les échanges au niveau Européens et Internationaux

... En développant des relations avec les institutions de l'union Européenne et en développant des partenariats avec des associations étrangères équivalentes.

Enrichir notre base documentaire via la création de nouveaux outils :

Notamment via la création de cahiers techniques, d'e-learning ou d'outils de sensibilisation développés au sein de nos commissions.

CDSE un centre d'échanges et d'entraide

Conférences, petits déjeuners, AG, commissions et séminaires.

Le CDSE organise différents temps de rencontres au cours d'une année.

- **Des séminaires fermés mensuels :**

Ils sont l'occasion d'avoir un éclairage extérieur sur un thème particulier (le marché de la sécurité, le management de la sécurité, les nouvelles normes en matière de sûreté au niveau international...) ou de permettre aux membres et aux partenaires (ministère de l'Intérieur, ministère des Affaires Etrangères et du Développement International, ministère de l'Economie, ministère de la Défense...) de réaliser une intervention sur un sujet. Ces séminaires ont pour vocation à la fois de permettre l'échange entre membres, entre secteur public et privé, et également de réaliser de la veille.

- **Un séminaire annuel d'une journée :**

Véritable moment de convivialité, il est organisé comme un moment d'échanges entre professionnels de la sûreté/sécurité.

- **Une Assemblée Générale :**

Elle est le lieu de réflexions sur l'évolution du CDSE et de ses actions. C'est également un moment d'informations et de rencontres avec nos partenaires.

- **Un colloque annuel :**

Le CDSE organise un colloque annuel qui permet aux entreprises membres, aux institutionnels et aux prestataires de se retrouver autour d'une problématique relative à la sûreté/sécurité d'entreprise. En 2016, le colloque a porté sur le thème : "L'entreprise face aux phénomènes de radicalisation". Il s'est déroulé le 15 décembre à l'OCDE. 700 personnes y ont participé.

- **Des commissions :**

Elles sont créatrices de doctrine, d'outils et de référentiels de bonnes pratiques pour les directeurs de sécurité/sûreté. Cette année, les membres se sont réunis au sein de 14 commissions :

- Comité de Sûreté Internationale (COSI),
- gestion de crise,
- intelligence économique,
- sécurité privée,
- protection de l'information,
- fraude,
- cybersécurité,
- prévention des vols de métaux,
- protection des installations,
- continuité d'activité,
- radicalisation,
- sûreté internationale (commission mixte avec le Cindex - Centre Inter-entreprises de l'Expatriation),
- CDSE Junior,
- Carrière, emplois, formations.

Les commissions sont placées sous la règle de « Chatham House » : tout participant est libre d'utiliser l'information reçue, mais ne doit révéler l'identité ou l'affiliation, ni des participants de qui il a reçu cette information, ni de tout autre participant à cette réunion.

CALENDRIER des événements

20/01/2016 • Cérémonie • Vœux du CDSE

Cet événement de convivialité pour les membres du Club et l'ensemble de ses partenaires a également été marqué par la signature d'un protocole d'accord entre le CDSE et la DCPJ. Cette convention vise à définir le cadre de la coopération pouvant être mise en place pour renforcer la lutte contre toutes les formes de fraudes et d'escroqueries d'envergure et/ou d'une particulière complexité. Ce partenariat renforce la collaboration entre les parties et favorise l'échange d'information.

Intervenants :

Alain JUILLET (Président du CDSE) - Mireille BALLESTRAZZI (DCPJ)

28/01/2016 • Petit-déjeuner • Fraude aux PABX (commutateurs téléphoniques).

Chaque année, la BEFTI traite plusieurs dizaines de plaintes concernant la fraude aux commutateurs téléphoniques, appelée également piratage de PABX, dont les préjudices sont en constante évolution. Forte de cette expérience, la BEFTI et la commission cybersécurité du CDSE ont organisé un petit-déjeuner afin de présenter les mécanismes et les enjeux de ces attaques et de diffuser des conseils pour s'en prémunir, mais également présenter les bons réflexes à adopter en cas de fraude.

Intervenant :

Sylvie SANCHIS (chef de la BEFTI)

08/02/2016 • Conférence • Baromètre sur la sécurité des collaborateurs à l'international

Le Club des Directeurs de Sécurité des Entreprises (CDSE) a présenté les résultats de son deuxième Baromètre de la Sécurité des collaborateurs à l'international, réalisé en partenariat avec AXA Assistance France et OpinionWay.

Intervenants :

Nicolas SINZ (PDG Axa Assistance) - Éric LAVERTU (Sous-Directeur en charge du Centre de situation du CDCS) - Corinne GUILLEMIN (Régional CEO Africa-MiddleEast-France-Mauritius AXA Assistance) - Régis POINCELET (Directeur de la Sûreté du groupe Engie & Président du COSI) - Romain DEFLINE (Deputy head of Risk Monitoring BNP Paribas & Secrétaire de la CSI)

10/02/2016 • Petit-déjeuner • Le contexte électoral en Afrique de l'Ouest et les impacts sur les entreprises opérant dans la région.

Les échéances électorales ont toujours constitué des périodes à risque en Afrique de l'Ouest, en raison notamment de la faiblesse des institutions censées garantir leur bonne tenue, de clivages partisans se superposant parfois à des lignes de fractures ethniques et, dans des contextes de zones post-conflit, d'armes en circulation accroissant le risque de violences. Elles sont également l'occasion, pour des dirigeants soucieux d'assurer leur pérennité, de tentatives de remaniement de la constitution qui constituent un premier point de crispation pré-électoral pouvant donner lieu à des troubles. Ces soubresauts pré- et post-électoraux peuvent comporter des risques réels pour la sécurité des biens et des personnes. En conséquence, ces échéances doivent être préparées adéquatement par les entreprises françaises implantées dans la région.

Intervenants : Natacha CRNJANSKI (Responsable Régional de l'Information Europe de International SOS & Control Risks) - Bruno Lefebvre (Directeur sécurité de Bouygues).

19/02/2016 • Séminaire • Journée des Présidents de commissions

Ce séminaire a permis de définir la feuille de route de chacune des commissions pour l'année 2016. Il a également été l'occasion pour les présidents de commissions d'exposer leurs attentes (valorisations de leurs projets, rôle des administrateurs et de l'équipe permanente...) et leur vision de l'organisation du CDSE (évolution des statuts, limitations ou non du nombre d'adhérents, évolution de la cotisation, gouvernance...).

29/03/2016 • Petit-déjeuner • Le salarié, rempart contre les cybermenaces

La formation des salariés aux questions de cyber sécurité est un enjeu capital. Une montée en compétences des salariés dans ce domaine est un véritable facteur de protection. Un salarié formé, conscient de ses responsabilités juridiques, des risques qu'il fait encourir à sa structure et des conséquences éventuelles sur sa carrière est un élément clé du dispositif de lutte contre les cybermenaces. Les intervenants ont ainsi partagé leurs expériences sur le sujet et proposé des solutions permettant d'impliquer les salariés de façon positive dans ce projet de sécurité. Cet événement a également marqué la signature de la convention de partenariat entre le CDSE et l'EPITA.

Intervenants : Garance MATHIAS (Avocat à la cour spécialiste du Droit des affaires - Christian AGHROUM (Expert en cyber sécurité) - Joël COURTOIS (Epita).

20/04/2016 • Réunion • Réunion sur l'organisation des Assemblées générales des entreprises 2016

L'objectif de cette rencontre a consisté à mettre en commun les expertises et les retours d'expériences des dispositifs de sécurité mis en place pour les Assemblées Générales des entreprises en 2016 (état de la menace, organisation des dispositifs, effectifs...).

Intervenant : Gérard SCOTTO (Aéroports de Paris).

03/05/2016 • Petit-déjeuner • Rencontre entre la direction générale de la Gendarmerie nationale et les membres du CDSE

Cette matinée spéciale a été consacrée à la présentation des offres en matière d'expertise de sûreté, de formation et de ressources humaines que la Gendarmerie nationale peut mettre en œuvre au profit des entreprises.

Intervenant : Général de Corps d'Armée Philippe MAZY (Directeur des Personnels militaires de la Gendarmerie nationale)

15/06/2016 • Réunion • Assemblée Générale

Le CDSE a réuni ses membres pour son Assemblée Générale au siège du groupe La Poste.

A cette occasion, la nouvelle directrice générale Annick Rimlinger a été présentée aux membres du Club et le nouveau statut de Julien Marcel dorénavant secrétaire général a été précisé.

Intervenants : Conseil d'administration du Club Directeurs - Equipe permanente

23/06/2016 • Petit-déjeuner • Les moyens de chiffrement

La Commission a présenté le guide qu'elle a réalisé sur l'utilisation des moyens de chiffrement à l'étranger ainsi que les réglementations liées, le règlement UE sur les données personnelles et enfin l'avenir des moyens de cryptographie (chiffrement homomorphique...).

Intervenants : Stéphane CALE (Renault - Président de la Commission Cyber Sécurité) - Eric FILIOL (Groupe ESIEA) - Alain BENSOUSSAN, Chloé TORRES, Didier CAZAGNE (Cabinet Alain Bensoussan Avocats Lexing).

01/07/2016 ; Petit-déjeuner • Présentation du CSISSE et de la nouvelle organisation

Présentation du service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE) créé pour renforcer la politique publique d'intelligence économique. Le SISSE regroupe les moyens de la délégation interministérielle à l'intelligence économique (D2IE) et du service ministériel de coordination à l'intelligence économique (SCIE), au sein de la direction générale des entreprises (DGE), au cœur du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Intervenant : Jean-Baptiste CARPENTIER (Commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économiques)

13/09/2016 • Petit-déjeuner • Législation et protection de l'information

Cette matinée a évoqué le sujet sensible de la protection des données des entreprises et des nouvelles normes européennes qui vont prochainement s'appliquer à celles-ci. « Le 25 mai 2018, le règlement européen sera applicable. De nombreuses formalités auprès de la CNIL vont disparaître. En contrepartie, la responsabilité des entreprises sera renforcée. Elles devront en effet assurer une protection optimale des données à chaque instant et être en mesure de la démontrer en documentant leur conformité ».

Intervenants : Myriam QUEMENER (Magistrate, Conseillère, Cabinet du ministre de l'Intérieur, Lutte contre les cybermenaces) - Gwendal LE GRAND (Directeur des technologies et de l'innovation, Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés)

23/09/2016 • Petit-déjeuner • Petit-déjeuner Cyber : au cœur de l'ANSSI

Présentation de l'Agence nationale des systèmes d'information (ANSSI) et de son nouveau bureau de la coordination territoriale. Retour d'expérience sur le cœur du métier opérationnel de l'Agence.

Intervenant : Cyrille TESSER (Référé ANSSI de la région Ile-de-France)

27/09/2016 • Petit-déjeuner • Retour d'expérience euro 2016

Matinée consacrée à l'organisation de la sécurité d'un événement sportif majeur, l'Euro 2016 : de la préparation au match final.

Intervenant : Ziad KHOURY (Directeur de la sûreté et de la sécurité, EURO 2016 SAS)

30/09/2016 • Petit-déjeuner • Radicalisation : quel état de la menace ?

Matinée consacré à un échange avec les services de renseignements sur le thème : des entreprises face au terrorisme : un état des lieux de la menace.

Intervenants : Nathalie PEUCELLE (Service central du renseignement territorial) - Jean Philippe Couture (DGS)

18/10/2016 • Petit-déjeuner • La protection du Ministère de la Défense dans le cadre du nouveau paradigme de la menace. Quelles relations avec le monde de l'entreprise ?

Présentation de la Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense (DPID) créée à l'été 2014 et directement rattachée au ministre de la Défense. La DPID est la direction fonctionnelle du ministère, tête de chaîne de la fonction « Défense-Sécurité ». Cette fonction couvre la protection physique, la cyber-sécurité, la protection du secret, ainsi que la protection du potentiel scientifique et technique et la continuité d'activité. Le champ d'actions de la DPID comprend également les installations nucléaires intéressant la dissuasion - qu'elles relèvent d'opérateurs publics ou des entreprises privées - ainsi que les industries du secteur d'activité d'importance vitale « activités industrielles de l'armement » (AIA).

Intervenant : Contre-amiral Frédéric RENAUDEAU, Directeur de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense (DPID) – Ministère de la Défense

04/11/2016 • Séminaire • Découverte des coulisses de la sécurité du plus grand parc d'attraction européen, Disneyland Paris

Ce séminaire a eu pour objectif de présenter le panorama des adhérents et l'actualité et des travaux des commissions, les projets 2017 du CDSE ainsi que la Direction Sûreté, Prévention & Secours du Parc Disneyland Paris. Enfin, ce séminaire a permis de découvrir la Gestion de Crise du Centre de Communication Opérationnel du parc.

Intervenants : Equipe du CDSE - Eric MARION (Directeur Sécurité Disneyland France) - HOCHIN-RAPTOPOULOS (Disneyland)

10/11/2016 • Petit-déjeuner • Projets de normalisation du management de la sûreté et des opérations de sécurité privée

Présentation des 2 normes « sûreté » proposée par la délégation française à l'ISO. La première vise à répondre aux besoins des entreprises de disposer d'une organisation de la sûreté reposant sur des fondamentaux universellement partagés plutôt que sur la disparité issue des meilleurs efforts de chacun. La seconde vise à évaluer la capacité des prestataires de sûreté à répondre aux attentes des donneurs d'ordre tout en respectant les exigences éthiques.

Intervenants : Patrick BUTOR (Administrateur Général, Délégué Ministériel aux normes du Ministère de l'Intérieur) - Pierre NOVARO (Président de SALIX - Security Governance).

15/12/2016 • Colloque • L'entreprise face aux phénomènes de radicalisation - De l'incivilité à l'ultraviolence

Au programme de nombreux débats et des focus pour définir et comprendre les radicalisations, leur mode d'expression mais aussi les modalités de gestion qui peuvent être mise en place en lien notamment avec les services de l'état.

COLLOQUE EUROPÉEN DES DIRECTEURS DE SÉCURITÉ & DE SÛRETÉ

JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016 À L'OCDE

L'entreprise face aux enjeux
des radicalisations



Focus sur le Baromètre de la Sécurité des collaborateurs à l'international

Le 15 février 2017, le Club des Directeurs de Sécurité et de Sûreté des Entreprises (CDSE) a présenté les résultats de la troisième édition de son baromètre sécurité des collaborateurs à l'international, en partenariat avec AXA Assistance et réalisé par OpinionWay.

La nouvelle édition du « Baromètre de la sécurité des collaborateurs à l'international » met à nouveau l'accent sur le fossé qui existe entre une perception des risques à l'international qui s'accroît, et la mise en place effective de dispositifs spécifiques dans les entreprises pour accompagner les collaborateurs en déplacement à l'international.



Méthodologie de l'étude :

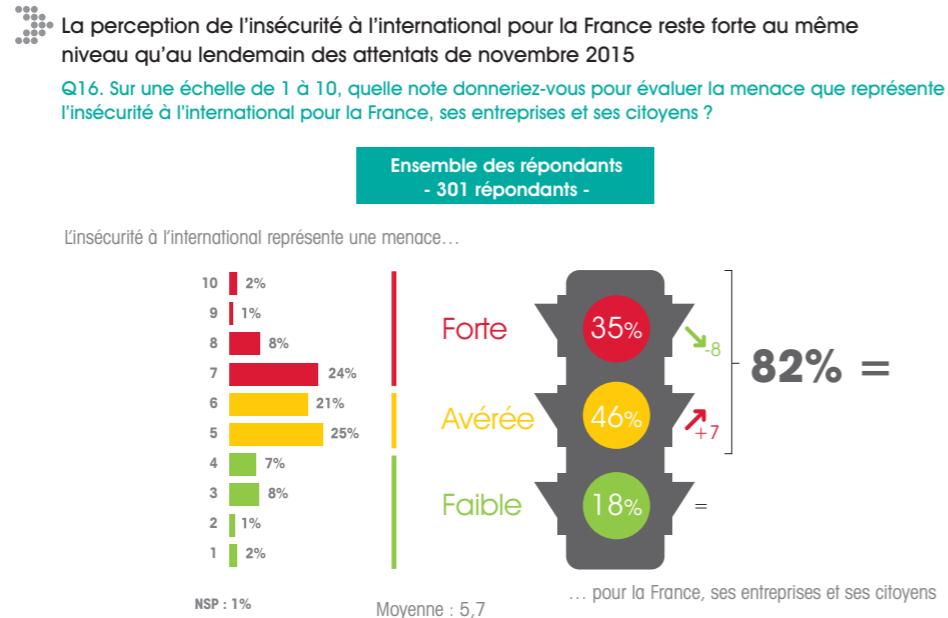
- L'étude réalisée auprès d'un échantillon de 301 dirigeants d'entreprises (membre du comité directeur) de plus de 50 salariés qui ont envoyé au cours des 12 derniers mois au moins un salarié à l'étranger.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par un redressement en termes de secteurs d'activité et de tailles salariales.
- L'échantillon interrogé par téléphone sur système CATI (Computer Assisted Telephone Interview) via un questionnaire de 10 minutes.
- OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.
- Les interviews ont été réalisées du 21 novembre au 16 décembre 2016.

Pour comprendre l'étude et les encadrés de cet article :

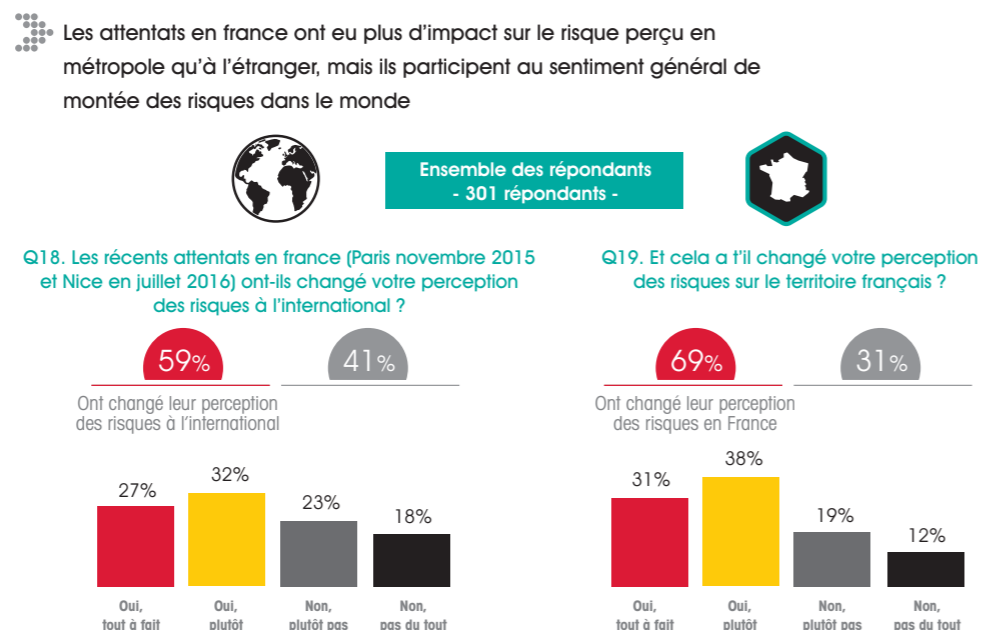
- Les flèches vertes ou rouges indiquent des évolutions significativement positives ou négatives depuis décembre 2015 (date du précédent baromètre).
- Un résultat encadré désigne le score d'un segment spécifique étudié comme étant significativement supérieur ou inférieur au total. Ainsi en l'absence d'encadré, les réponses sont homogènes entre les différents segments : par exemple, quel que soit le nombre de salariés ou le chiffre d'affaires.

Un sentiment d'insécurité international élevé

• Pour cette édition 2017, la perception des risques à l'international par les dirigeants est toujours élevée, et atteint cette année 82%. Ce sentiment d'insécurité à l'international, laquelle représenterait une menace forte ou avérée pour la France, ses entreprises et ses citoyens, reste identique à la perception des risques enregistrée suite aux attentats de novembre 2015.

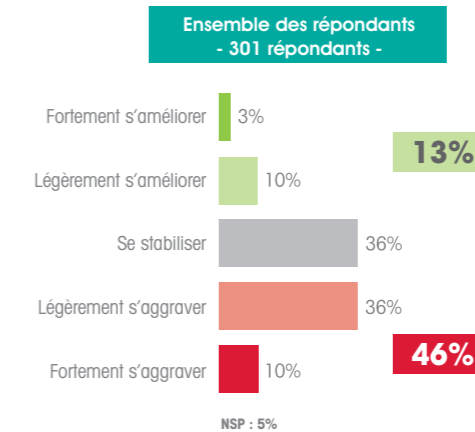


• Les vagues d'attaques terroristes qui ont frappé la France, et plus globalement les pays occidentaux entre 2015 et 2016, ont semble-t-il fortement pesé dans la perception des dirigeants de l'insécurité à l'international. De fait, l'appréhension du risque peut être appréhendée comme fortement liée à l'actualité. Par ailleurs, près de la moitié d'entre eux estiment que la menace que représente l'insécurité à l'international va s'aggraver dans les cinq années qui viennent.



Pour les 5 prochaines années : la perception d'une menace qui tendrait à s'aggraver

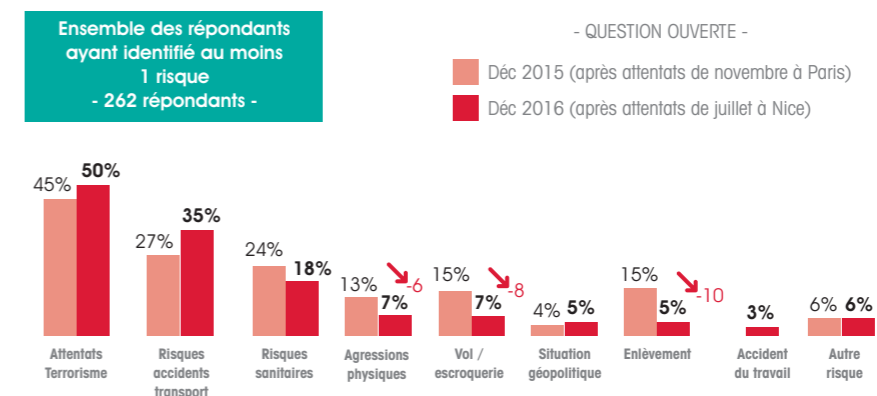
Q17. Dans les 5 prochaines années, estimez-vous qu la menace que représente à l'international va...



• Si l'on observe les risques auxquels seraient exposés les salariés identifiés par les dirigeants interrogés, c'est l'attentat terroriste qui serait le premier (pour plus de 50% d'entre eux). En deuxième et troisième position, nous retrouvons les risques de transport et sanitaires. Sont également mentionnés par les dirigeants, mais dans une moindre mesure, les risques d'agressions, les vols et les enlèvements. Dans cette question ouverte, la typologie des risques correspond à celles identifiées par les praticiens. Cependant, le risque terroriste semble, probablement en raison encore une fois de l'actualité internationale, surreprésenté. En effet, les décès de français à l'étranger ont selon les chiffres du Ministère des affaires étrangères, majoritairement pour cause des accidents de la circulation et des causes sanitaires.

Les risques d'attentats restent ceux jugés les plus importants à l'étranger avec les risques d'accidents (transport) et les risques sanitaires

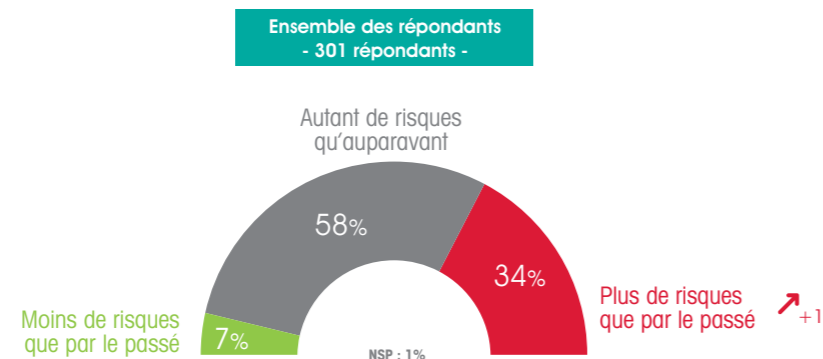
Q5. Quels sont, selon vous, les risques auxquels vos employés sont exposés lors de leurs séjours à l'étranger ?



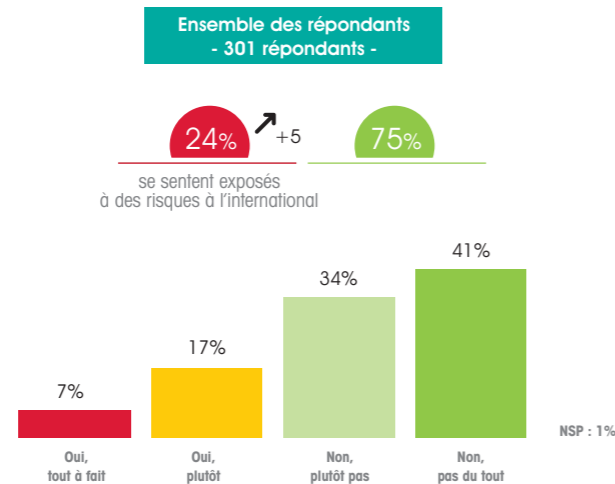
Un paradoxe ? Des dirigeants ayant un sentiment d'une insécurité grandissante, mais n'ayant pas le sentiment d'y être exposés.

- Si de façon globale, les dirigeants d'entreprises considèrent que la situation en termes d'insécurité à l'international tend à s'aggraver et que l'envoi de collaborateurs à l'étranger est perçu comme étant de plus en plus risqué (pour 34% des dirigeants interrogés), seul 1 dirigeant interrogé sur 4 considère que son entreprise est directement exposée à ces risques à l'international. Des chiffres qui peuvent être relativisés en fonction des zones dans lesquelles les entreprises interrogées envoient leurs salariés et de l'appréciation de la relative sécurité de celles-ci.

... Et l'envoi de collaborateurs à l'étranger est perçu de plus en plus risqué
 Q4. Selon vous, l'envoi de collaborateurs à l'étranger comporte-t-il ... ?

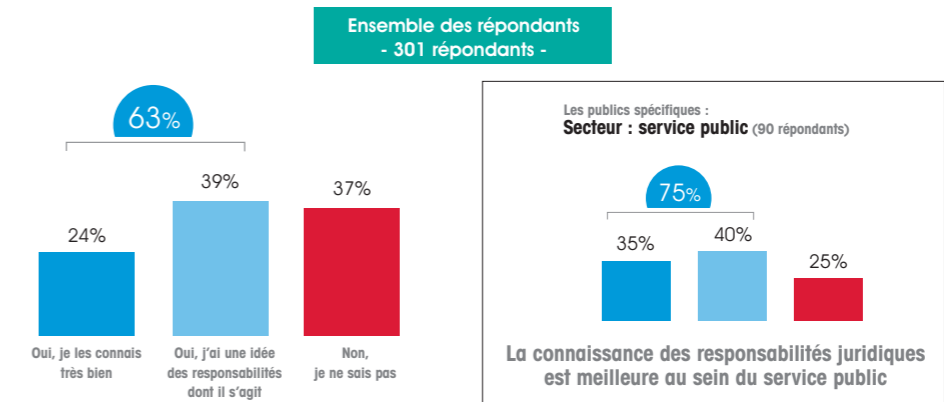


Le sentiment d'exposition à des risques à l'international pour l'entreprise reste modéré mais progresse en tendance...
 Q2. Estimez-vous que votre entreprise est exposée à des risques à l'international ?

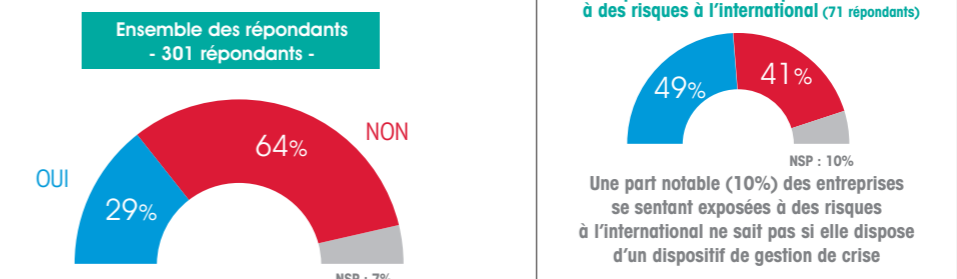


- Les 2 premières éditions du Baromètre avaient permis de faire ressortir une réelle prise de conscience, en particulier chez les entreprises de plus de 250 employés plus enclines à mettre en place des dispositifs et procédures spécifiques pour préparer les déplacements, et une volonté marquée de la part des entreprises de professionnaliser les enjeux sécurité/santé en entreprise. Cependant, si désormais 2 dirigeants d'entreprises sur 3 semblent connaître les responsabilités juridiques (pénales et civiles) de l'employeur lors d'un déplacement à l'étranger, ils ne sont que 52% à déclarer soumettre leurs salariés à des procédures spécifiques pour préparer leurs déplacements. Ils ne sont également qu'un dirigeant sur 3 à déclarer disposer au sein de son entreprise d'un dispositif de gestion de crise pour des déplacements professionnels à l'étranger. Enfin, seuls 42% des entreprises interrogées se sont effectivement dotées d'une personne dédiée à la gestion de la sécurité des collaborateurs à l'étranger. En effet, le métier de directeur sécurité/sûreté (ou équivalent) semble être une spécificité qui ne se retrouve majoritairement que dans les grandes ou très grandes entreprises, lesquelles ont généralement une activité importante à l'international (83% des entreprises membres du CDSE – dont l'adhésion de l'entreprise est conditionnée par l'existence en son sein d'un directeur sécurité/sûreté ou équivalent- ont une activité à l'international).

Encore 1 entreprise sur 3 ne connaît pas ses responsabilités juridiques lors de déplacements de salariés à l'étranger, une proportion stable
 Q6. Savez-vous quelles sont les responsabilités juridiques de l'entreprise et de ses dirigeants dans le cadre du déplacement de ses employés à l'international ?



Et toujours moins d'1 entreprise sur 3 dispose d'un dispositif de gestion de crise lors de déplacements professionnels à l'étranger
 Q9. Votre entreprise dispose-t-elle d'un dispositif de gestion de crise lors de déplacements professionnels à l'étranger ?



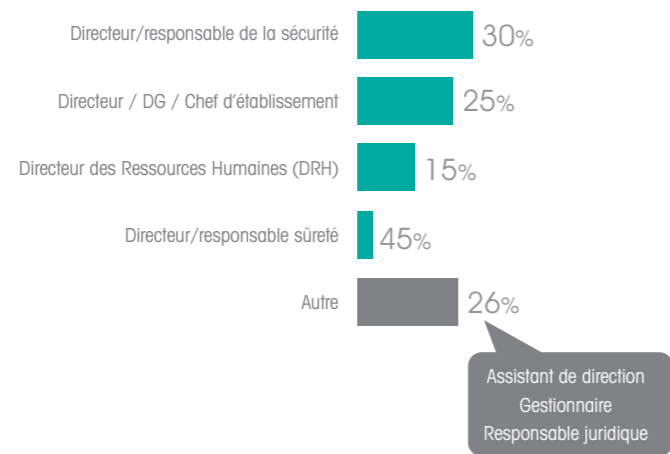
- Cependant, ces problématiques ne concernent pas seulement les grands groupes, comme le rappelait Alain Juillet lors de son discours de vœux au CDSE : « les entreprises aujourd’hui sont confrontées à la montée de nouvelles formes de risque et la révolution numérique nous impose de repenser nos modèles. Si les entreprises françaises veulent réussir à l’international sans connaître de crises majeures, il devient urgent que les dirigeants d’entreprise, quelle que soit la taille de la structure de leur organisation, disposent d’une politique de gestion des risques à la hauteur des défis internationaux actuels.».

Un nombre de postes dédiés à la gestion de la sécurité/sûreté des collaborateurs à l'étranger en léger retrait

Q7A. Dans votre entreprise, y a-t-il une personne en particulier dont les attributions incluent la gestion de la sécurité/sûreté des collaborateurs à l'étranger ?



Si oui → Q7B. Quelle est la dénomination exacte de la fonction ?
 Base : entreprise avec un gestionnaire de la sécurité des collaborateurs à l'étranger (131 individus)

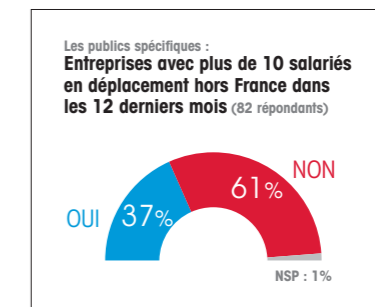
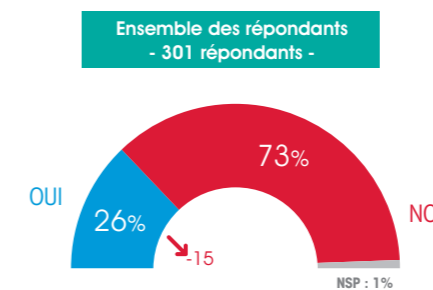


Le défi de la communication interne pour les directions sécurité/sûreté

- Cette troisième édition du baromètre semble cependant souligner une relative ignorance des dirigeants d’entreprises des actions et des dispositifs mis en place par les directions sécurité/sûreté. Seul 1 dirigeant d’entreprise sur 4 déclare dispenser par exemple des formations spécifiques à ses collaborateurs en déplacement. Ce chiffre est identique quelle que soit la taille de l’entreprise. Or les grandes et très grandes entreprises (qui sont majoritairement membres du CDSE) semblent avoir mis en place ce type de dispositif.

Des formations dispensées par 1 entreprise sur 4, en baisse par rapport à 2015

Q11d. Et votre entreprise dispense-t-elle des formations à ses salariés pour les sensibiliser aux enjeux de la sécurité/sûreté à l'étranger ?



- Outre imaginer un meilleur positionnement des directions sécurité/sûreté dans l’entreprise (en 2011, selon une étude CDSE, seuls 35% des directions sécurité/sûreté étaient directement rattachées aux directions générales ou aux secrétaires généraux), les directions sûreté semblent, afin de valoriser leurs actions, devoir développer de meilleurs outils de communication interne en se positionnant encore plus comme des *Business Partners* au sein des entreprises.

Les commissions

Comité de sûreté internationale (COSI)

Gestion de crise

Intelligence Economique

Sécurité privée

Protection de l'information

Fraude

Cybersécurité

Prévention des vols de métaux

Protection des installations

Continuité d'Activité

Radicalisation

Prévention des incivilités

Carrière, emplois, formations

CDSE junior



Comité de sûreté internationale (COSI)

Objet de la commission :

Dans un contexte international de plus en plus instable et contraignant, le comité de sûreté internationale, travaille sur des problématiques liées aux risques pays, à la sécurité des sites des entreprises et à celle de l'ensemble de ses salariés (voyageurs d'affaires et expatriés). Des analyses géopolitiques d'experts reconnus alimentent la réflexion des membres de la commission afin d'anticiper au mieux les nouvelles formes de menaces et les suivre en continu.

Président de la commission	Régis Poincelet, Directeur sûreté, ENGIE
Nombre de rencontres	3 rencontres
Temps forts / productions	<p>26 février 2016 • Conférence en partenariat avec l'ADI l'Académie Diplomatique Internationale Moussa MARA, Ancien Premier Ministre du Mali et Christian CONNAN, Ancien Ambassadeur Mali - Sahel : Causes de la crise et perspectives</p> <p>9 mars 2016 • Conférence Anne GIUDICELLI, experte indépendante au sein de TERRORISC, spécialiste du monde arabe et musulman. Le Sahara occidental : un territoire disputé au cœur des enjeux de développement et de sécurité au Maghreb / Sahel ».</p> <p>28 juin 2016 • Conférence Claude MONIQUET, spécialiste du terrorisme et des phénomènes de radicalisation. Panorama et prospective sur la situation actuelle au proche et Moyen-Orient.</p>

Commission gestion de crise

Objet de la commission :

Afin d'anticiper et traiter tous types de crise de manière la plus efficace possible, la commission gestion de crise échange sur les modes d'organisation mis en place dans les entreprises. Les techniques qui permettent de se préparer et de faire face à l'apparition d'une crise, de tirer des enseignements de celle-ci pour améliorer les procédures et les structures, sont partagées au sein de cette commission.

Président de la commission	Jean-Yves Oger, Chef de service veille gestion de crise, RENAULT
Nombre de rencontres	5 rencontres
Temps forts / productions	<p>5 janvier 2016 : EDF</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation du dispositif de crise EDF Bilan 2015 et perspectives 2016 pour la commission <p>3 mars 2016 : Renault</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation des missions et de l'organisation de la Direction Prévention et Protection du Groupe Renault Echange sur les Outils de gestion de crise utilisés par les différents participants de la commission <p>5 avril 2016 : Direction générale de la gendarmerie nationale</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation du centre des opérations de la gendarmerie lors d'une gestion de crise Retex sur Charlie Hebdo, Crash de l'A320 Germanwings ..) Information sur l'action de la cyber sécurité par la gendarmerie Présentation pratique d'un outil cartographique utilisé par la DGGGN <p>5 mai 2016 : Bouygues</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation du dispositif de gestion de crise de Bouygues Telecom Point d'actualité (retex attentats de Bruxelles...) <p>7 juin 2016 : CDSE</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation de la session nationale management stratégique de la crise INHSESJ Point d'actualité (Euro, situation sociale France) <p>6 septembre 2016 : Banque de France</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation du dispositif Gestion de crise et Continuité d'activité de la Banque de France Point d'actualité <p>4 octobre 2016 : MBDA</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation de MBDA et de son dispositif Gestion de crise et Continuité d'activité Point d'actualité <p>8 novembre 2016 : Vinci</p> <ul style="list-style-type: none"> Les outils de la Direction Sûreté VINCI en prévision de la gestion de crise Principales conclusions du séminaire CDSE du 3 et 4 Novembre

Commission Intelligence Economique

Objet de la commission :	
Toutes les entreprises pour prospérer doivent s'inscrire dans une démarche d'intelligence économique en acquérant de l'information, en protégeant leur propre information sensible et en tentant de diffuser des éléments qui favorisent leur stratégie dans le respect du cadre juridique. La commission intelligence économique échange ainsi sur ce tryptique et sur les modalités de sa mise en œuvre au sein des entreprises en particulier concernant la dimension de protection de l'information sensible.	
Président de la commission	Frédéric Mariotte, Directeur adjoint Central de la Sécurité, Coordinateur IE, CEA
Nombre de rencontres	6 rencontres
Temps forts / productions	<p>22 février 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Intervention de Maître Bertrand Warusfel (Professeur de droit à l'Université de Lille 2) sur le sujet des acteurs de confiance préconisés dans le cadre du livre blanc sur la défense : « Quelles procédures de mise en concurrence ? Comment respecter la confidentialité des informations ? Que peut-on faire légalement pour protéger son patrimoine?... » Présentation de la démarche et de l'organisation IE chez Total par JM Salvatori. <p>25 mars 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> CR de l'entretien de Frédéric Mariotte avec Jean Baptiste Carpentier du Commissariat à l'Information Stratégique et à la Sécurité Economiques (CISSE) (ex D2IE). Cartographie de la fonction IE en France. Echanges pour recenser et prioriser des sujets d'échange IE. Les quatre sujets majeurs à approfondir sont : <ul style="list-style-type: none"> - La mission de l'IE : périmètre, intervention, frontière sureté/IE. - La contribution attendue de l'Etat/coopération éventuelle. - La due diligence. - Open source intelligence (OSINT) : sélection des sources, outils de traitement et analyse des données. <p>20 mai 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Réflexions pour une démarche IE en entreprise, présentation de Marc Carré (Altran). Réflexions sur relation/partenariat public/privé en matière d'IE par Robert ORSOLLE (CEA) et Philippe GASNOT (CNRS). <p>1er juillet 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Petit-déjeuner au siège du CNRS avec Jean-Baptiste Carpentier, Commissaire à l'Information Stratégique et à la Sécurité Economiques (CISSE). Présentation sur l'intérêt de l'OSINT pour une intelligence économique opérationnelle dans les entreprises, Jean-Pierre CHICAN (CEA). <p>3 octobre 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation du dispositif IE du CNRS par Philippe Gasnot. Avancement du Projet OSINT (Open Source Intelligence) par Jean-Pierre Chican (CEA) et Ludovic Leclercq (stagiaire ESCP). Réflexions sur les niveaux de recherche en Due Diligence, vers une « DD raisonnable », lien avec l'OSINT. <p>2 décembre 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Point d'avancement du projet OSINT. <ul style="list-style-type: none"> - Catalogue OSINT, référentiel de sources ouvertes permettant de conduire des activités de due diligence, d'analyse de background, de recherches économiques et financières. Ce référentiel constitue un carnet d'adresses réunissant en majorité des sources anglo-saxonnes (2 800 sources en cours de qualification) réparties par axes de recherche (cyber-investigation, informations économiques et financières, établissements de profils, veilles stratégiques, actualité juridique et normative, etc...).

Temps forts / productions	<p>- Recueil de bonnes pratiques : le travail du groupe a consisté à élaborer le canevas d'un questionnaire, adressé aux entreprises membres du CDSE, visant à recueillir les méthodes et les pratiques informationnelles, sans entrer dans les détails confidentiels propres à chaque entreprise (consultation limitée à la structure mise en place, aux processus de recherche, aux outils de formation, etc...).</p> <p>• Problématique de la Due Diligence en entreprise, entre devoir de vigilance et respect des mesures législatives de protection des données, présentation de Jean-Yves GOUËL (adjoint au Directeur éthique et compliance – ENGIE).</p>
---------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Commission sécurité privée

Objet de la commission :	
Dans un contexte national et international où la demande de sécurité ne cesse de croître, les entreprises sous-traitent de plus en plus massivement leur surveillance que ce soit en matière de surveillance humaine, vidéo ou électronique voire même de protection physique des personnes. La commission sécurité privée évoque les conditions dans lesquels les prestations sont réalisées au bénéfice des donneurs d'ordre, les nouvelles obligations des clients et des sociétés prestataires, mais aussi le lien avec les autorités administratives et le régulateur de la profession. Elle aborde aussi le cas des services internes que possèdent certaines entreprises.	
Président de la commission	Xavier Guizot, Directeur risques et conformité, CARREFOUR
Nombre de rencontres	7 rencontres
Temps forts / productions	<ul style="list-style-type: none"> Rédaction d'une note de position sur la situation et les perspectives du secteur de la Sécurité privée en France avec des propositions. Diffusion de plusieurs Flashs d'actualité sur le secteur de la Sécurité Privée. Echanges avec la délégation territoriale Ile de France du Conseil National des Activités Privées de Sécurité CNAPS dans ses locaux à Aubervilliers. Découverte des différentes entités (pôle instruction, pôle entreprise et contrôle) de l'organisme de régulation de sa sécurité privée. Réunion avec le coordinateur des services actifs du ministère de l'intérieur pour les grands événements sportifs dans le contexte de l'Euro 2016. Echanges entre les membres sur des sujets d'actualité.

Commission protection de l'information

Objet de la commission :

Le patrimoine des entreprises est constitué, pour une part parfois prépondérante, par l'information qu'elles détiennent et valorisent. Lorsque cette information est confidentielle, sa divulgation volontaire ou accidentelle peut générer des préjudices considérables pour l'entreprise concernée, ainsi que ses clients et partenaires, dans un contexte de durcissement, notamment de la réglementation en matière de protection de l'information à caractère personnel.

La commission « Protection de l'Information » réunit périodiquement des adhérents de différents profils, qui échangent de manière concrète sur les différentes approches, méthodes et précautions prises pour limiter au mieux le risque de divulgation des informations confidentielles et en atténuer les effets.

Président de la commission	Matthieu Chaveyriat, Direction des Risques Groupe, Sécurité et Continuité d'Activités, CREDIT AGRICOLE S.A. Référént : Guillaume Capois.
Nombre de rencontres	5 rencontres
Temps forts / productions	<p>9 février 2016 : RTE - La Défense</p> <ul style="list-style-type: none"> « Prestataires : Cahier des charges, clauses sécurité des contrats, suivi et animation. Partage des bonnes pratiques, conditions des prises en main sur les ressources et contrôle. Engagement de confidentialité des administrateurs et des opérateurs, des prestataires de développement ». <p>21 mars 2016 : EDF - Bd Wagram</p> <ul style="list-style-type: none"> Systèmes de détection de fuite de l'information. <p>22 juin 2016 : Gemalto - Meudon</p> <ul style="list-style-type: none"> Solutions sécurisée d'échanges de gros fichiers en interne ou avec des clients/partenaires. <p>19 septembre 2016 : SB Alliance - Viroflay</p> <ul style="list-style-type: none"> Comment apprécier la sécurité des informations confidentielles et en rendre compte aux dirigeants ? <p>28 novembre 2016 : Renault S.A. - Boulogne-Billancourt</p> <ul style="list-style-type: none"> Fuites / compromission d'information confidentielle : modèles de retex et tableaux de bords. <p>Autres thèmes abordés pendant ces séances :</p> <ul style="list-style-type: none"> Règlement européen sur la protection des données personnelles Attaque Cyber de deux distributeurs d'électricité en Ukraine fin 2015 Appel à candidature dossier Cloud Protection des secrets d'affaires contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites Le marquage des documents électroniques Lutte contre la collecte induite d'informations (stagiaires) Sûreté et pratiques d'embauche Voyages des collaborateurs et protection de l'information

Commission fraude

Objet de la commission :



La fraude ou l' « acte réalisé en utilisant des moyens déloyaux destinés à surprendre un consentement, à obtenir un avantage matériel ou moral indu ou réalisé avec l'intention d'échapper à l'exécution des Lois », est devenu protéiforme et concerne beaucoup de domaines de l'entreprise. La commission fraude évoque les différents types de fraudes rencontrés par les entreprises, les moyens mis en place pour s'en prémunir et travaille de manière prospective sur l'émergence de nouvelles menaces.

Président de la commission	Maurice Dhooge, Senior Vice-President, Global Security, SCHNEIDER ELECTRIC
Nombre de rencontres	5 rencontres
Temps forts / productions	<p>THÈMES ABORDÉS</p> <p>14 janvier 2016 • L'opposabilité aux salariés des règles éthiques de l'Entreprise.</p> <p>1er avril 2016 • Prévention et Lutte contre la Corruption.</p> <p>10 juin 2016 • Le déploiement d'un outil de gestion des alertes éthiques.</p> <p>23 septembre 2016 • Les dispositifs de détection automatique des fraudes et le « background checking ».</p> <p>25 novembre 2016 • La Loi Sapin II.</p> <p>Intervenants extérieurs : Corinne Bertoux, Thierry Pézennec, Thomas de Ricolfis, OCRGDF & UCL IFF - Emmanuel Daoud, avocat - Frédéric Pierrucci, Ikarian - Olivier Hassid, Christopher Nason, PWC - Raphaël Mastier, Microsoft France</p> <p>PRODUCTIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> Création d'un E-Learning de prévention de la Fraude au Faux Président en coopération avec la Commission Cybersécurité du CDSE et le MININT. <div data-bbox="2404 1113 2989 1370" data-label="Image"> </div> <ul style="list-style-type: none"> Mise en chantier de 5 nouvelles Fiches Memo (la détection automatique de transactions anormales, l'essentiel sur FCPA & UKBA, la mise en place d'un processus de recueil et de traitement d'alertes éthiques, créer un rapport de fraude, Comment rendre les règles éthiques opposables aux salariés) <p>FORMATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Participation de membres de la Commission Fraude, comme co-animateurs, aux 2 sessions de Formation sur « L'inspection éthique en Entreprise » organisées par le CNFPJ (Centre National de Formation à la Police Judiciaire de la Gendarmerie).

Commission cybersécurité

Objet de la commission :

Dans un monde de plus en plus connecté, la protection des salariés et des actifs informatiques matériels et immatériels (connectés directement ou indirectement à un réseau) est devenue une préoccupation constante des entreprises. La commission cybersécurité échange ainsi sur les nouvelles menaces, les parades mises en place par les entreprises et les outils de sensibilisation pouvant contribuer à améliorer la vigilance collective.

Président de la commission	Stéphane Calé, security manager, RENAULT
Nombre de rencontres	5 rencontres
Temps forts / productions	<p>28 janvier 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisation du petit-déjeuner «Fraudes aux PABX/IPBX» en collaboration avec la BEFTI. <p>31 mai 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Participation à la table ronde sur la cyber-sécurité organisée par Alliancy le mag. <p>30 juin 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Participation à la conférence « organisation d'une cyber défense » organisée par l'usine digitale. <p>23 septembre 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisation du petit-déjeuner « Au cœur de l'ANSSI » en collaboration avec l'ANSSI. <p>5 novembre 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisation de la table ronde « Et si Vauban était RSSI ... » dans le cadre des Assises de la sécurité. <p>PRODUCTIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> Publication d'un guide sur l'utilisation des moyens de chiffrement à l'étranger. En partenariat avec la commission fraude, publication d'un e-learning de sensibilisation sur le thème de la fraude au président. <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div> <ul style="list-style-type: none"> En partenariat avec la commission protection de l'information, publication de l'article «Cloud externe : les meilleures pratiques pour assurer son utilisation en toute sécurité » dans le N°25 de la revue Sécurité & Stratégie.

Commission prévention des vols de métaux

Objet de la commission :

De nombreux vols de métaux touchent les entreprises et les infrastructures (autoroutes, réseaux ferré et électrique), mettant en lumière l'existence de véritables réseaux de trafic de métaux. Face à la recrudescence de cette délinquance, ces dernières années et au préjudice important des entreprises, une commission a été créée afin que les entreprises puissent partager leur expériences, valoriser leur pratiques et trouver des parades en lien avec les services de l'Etat.

Président de la commission	Gyslaine Prost, Déléguée Ethique & Sécurité du Patrimoine, ENEDIS
Nombre de rencontres	3 rencontres
Temps forts / productions	<p>PRODUCTIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> Documents Schémas d'organisation des alertes et des remontées d'informations en matière de vols de métaux. <p>Fiches « conseil » :</p> <ul style="list-style-type: none"> constatation d'un acte de malveillance préservation des traces en matière de police technique et scientifique déclaration de chantier actions juridiques <ul style="list-style-type: none"> Guide des métaux les plus communément volés par entreprise. Guide pratique « lutte contre les sites illégaux et les trafics associés » (Federec). <ul style="list-style-type: none"> Livret des risques liés à l'activité industrielle de l'entreprise et destiné aux forces intervenantes (GN, PN, pompiers, ...). Déploiement de boîtiers de détection, en collaboration avec les forces de l'ordre. Note de présentation de l'entreprise à joindre à toute plainte. Convention type de partenariat avec les représentants de l'Etat.



Commission protection des installations

Objet de la commission :

Pour une entreprise, la protection de ses installations, de ses biens mais aussi des salariés qui y travaillent est indispensable, tant pour la valeur des matériels et des informations qu'elles renferment que pour la continuité de l'activité elle-même. La commission protection des installations évoque ainsi les grandes crises susceptibles d'affecter les installations, les mesures préventives qui peuvent être prises en la matière mais aussi des retex de crise.

Président de la commission	Paul-Vincent Valtat, Responsable du département prévention et maîtrise des risques, PORT AUTONOME DE PARIS Vice-Présidente Laurence Marchal - Orange.
Nombre de rencontres	5 rencontres
Temps forts / productions	<p>18 février 2016 • La vidéo protection : quel usage pour la sûreté et avec quelle technologie ?</p> <p>13 avril 2016 • Hypervision de sûreté.</p> <p>02 juin 2016 • La mise en place d'un schéma directeur de protection.</p> <p>15 septembre 2016 • Cahier des charges, expression de besoin pour une installation de sûreté.</p> <p>17 novembre 2016 • Protection des installations des sièges sociaux contre les nouveaux risques terrorisme.</p>

Commission continuité d'activité

Objet de la commission :

Toutes les entreprises doivent être prêtes à assurer la continuité de leur activité, en cas d'événement majeur d'origine naturelle, accidentelle ou malveillante, au risque de voir leur compétitivité gravement et durablement affectée. La commission continuité d'activité permet aux entreprises d'échanger sur la méthodologie de construction des plans de continuité d'activité, d'évoquer différents scénarios de crise dans une logique prospective..

Président de la commission	Benoit Vraie, Responsable monde de la continuité d'activité et de la gestion de crise, BNP PARIBAS
Nombre de rencontres	10 rencontres
Temps forts / productions	<p>L'année 2016 a été consacrée à un travail d'échanges avec la préfecture de Zone de Défense sur le sujet de la crue de Seine.</p> <ul style="list-style-type: none"> Retex sur l'exercice « Sequana » 2016, simulant une crue majeure en Ile-de-France dans le cadre d'un exercice grandeur nature ; échanges sur les partenariats public-privé et étude sur la mise à disposition de ressources des entreprises au bénéfice des services de l'Etat. Mise en place d'un réseau d'échange d'information inter-entreprises lors de la crue de Seine de juin 2016 Retex sur la crue de Seine afin d'améliorer l'organisation des entreprises et le partenariat avec les services de l'Etat, pour mieux faire face au risque de crues majeures généralisées mais aussi accroître la résilience de chacun. Travail sur le SIG, un outil d'aide à la connaissance et à la gestion des crues. Présentation par la préfecture de police de son outil d'analyse spatiale. <p>Réflexions autour des aspects méthodologiques de la mise en place d'un PCA et analyse des besoins en termes de continuité d'activité.</p>

Commission radicalisation

Objet de la commission :

Les entreprises comme la société civile peuvent être confrontées à des individus qui adoptent des croyances extrémistes avec le risque que ces derniers utilisent la violence pour les imposer. La radicalisation et le processus qui y conduit, constitue un sujet de préoccupation qui pénètre le monde de l'entreprise. La commission radicalisation travaille ainsi avec des chercheurs et les autorités publiques afin de bien comprendre ce phénomène, l'anticiper, analyser ses conséquences concrètes pour l'entreprise et trouver des réponses dans le respect des libertés publiques et des croyances individuelles.

Président de la commission	Alain Zabulon, Directeur sûreté, ADP
Nombre de rencontres	7 rencontres
Temps forts / productions	<p>12 janvier 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> Intervention de Patrick Banon écrivain, essayiste, et chercheur spécialisé en sciences des religions et systèmes de pensée sur : Diversité culturelle et religieuse en entreprise. <p>10 février 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> Rencontre de Patrick Calvar, directeur général de la sécurité intérieure sur l'état de la menace terroriste. <p>1er mars 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> Intervention de Céline Micouin, directrice entrepreneuriat et croissance au Medef sur le point de vue de l'organisation patronale sur les risques de radicalisation en entreprise. <p>10 mai 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation du préfet N'Gahame, Directeur du Comité interministériel de prévention de la délinquance des activités du Comité. <p>14 juin 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> Intervention de Viviane Seigneur, chercheuse, sur l'information scientifique au service de la lutte contre la radicalisation. <p>13 juillet 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> Intervention du préfet Olivier de Mazières chef de l'état-major opérationnel de prévention du terrorisme sur l'état de la menace et les modalités de coopération entre services de l'état et entreprises. <p>30 septembre 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> Intervention de Nathalie Peucelle n°2 du service central du renseignement territorial SCRT et de Jean-Philippe Couture de la direction générale de la sécurité intérieure DGSI sur le terrorisme. <p>24 novembre 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation de l'action expérimentale de sensibilisation à la radicalisation religieuse en entreprise mise en œuvre par le groupe ADP.

Commission prévention des incivilités

Objet de la commission :

Les incivilités sont perçues comme un défi à l'ordre public. Le problème réside moins dans les actes commis, que dans leurs conséquences qui peuvent présenter un préjudice important pour l'entreprise. Si ces petites atteintes et destructions ne sont pas pénalement sanctionnées dans la majorité des cas, d'autres constituent de vraies infractions et ont un coût financier mais portent également atteinte à l'image de l'entreprise. La commission échange sur les mesures qui sont mis en œuvre pour lutter contre toutes les formes d'incivilités et réalise une veille pour prévenir l'apparition de nouveaux phénomènes tout en mettant l'accent sur l'importance de la formation des personnels dans ce domaine.

Président de la commission	Hervé Lafranque, Directeur de la Sûreté et de la Prévention des Incivilités au Réseau, La Poste Co animation, Isabelle Chrétien Directrice des pôles Prévention des Incivilités et Comportement Sûreté à la Direction Sûreté et Prévention des Incivilités du Réseau La Poste
Nombre de rencontres	3 rencontres
Temps forts / productions	<p>Lancement de la commission en avril 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunions d'échanges et partage d'expérience • Identification des axes de travail de la commission pour 2017 • Arrivée de nouveaux participants en fin d'année : Disney, Enedis... <p>• Organisation d'une visite BDF sur un centre d'appel client du Réseau La Poste : prise en compte de la prévention des incivilités et de la maîtrise de la relation client dans une activité de centre d'appel.</p>

Commission carrière, emplois, formations

Une nouvelle commission a été constituée en 2016, la commission « Carrières, emplois, formations » présidée par Pascal Crépin, Directeur de l'Intelligence Economique pour le groupe Air Liquide. Les travaux de cette commission ont débuté en janvier 2017.

CDSE Junior

Objet de la commission :

Les jeunes potentialisent des aptitudes et une énergie précieuses pour les entreprises dans un contexte de concurrence ou l'innovation doit être sans cesse renouvelée. Dans le domaine de la sécurité-sûreté comme dans d'autres secteurs, la mixité des équipes en matière de génération mais aussi de sexe constitue un atout.

Le CDSE s'appuie lui aussi sur ce potentiel à travers sa commission « Junior » qui s'adresse aux jeunes de 20 à 40 ans salariés d'une entreprise membre du CDSE ayant une fonction liée aux activités de sécurité/sûreté, gestion des risques ou gestion de crise.

Le CDSE Junior est donc une commission destinée aux « jeunes professionnels » des entreprises membres du CDSE. Les principaux objectifs de la commission sont ainsi de : fédérer les expériences des jeunes professionnels et de rapprocher les générations autour du partage d'expérience et de contribuer aux travaux du CDSE sur des sujets novateurs et originaux.

Président de la commission	Julien Marcel, Secrétaire général, CDSE
Nombre de rencontres	10 rencontres
Temps forts / productions	<p>PRODUCTIONS</p> <p>Septembre 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Cahier Technique n°2 : « L'utilisation des drones appliquée à la sûreté des entreprises » • Débat : Les métiers de la sûreté et les questions de diversité. • Débat : Quelle utilisation des réseaux sociaux pour les métiers de la Sécurité /Sûreté ? • Focus : l'organisation des directions sûreté/sécurité. • Visite du salon Eurosatory 2016. • Visite et rencontre avec Interpol à Lyon.



Focus sur l'organisation d'une commission, le CDSE Junior 2016

Organisation

Le CDSE junior se réunit toutes les quatre à six semaines en assemblée plénière autour d'un thème soumis au débat ou d'une visite d'un site en relation avec la sûreté. Ses rencontres sont également l'occasion de faire le point sur les activités en cours et de décider des activités futures de la commission. Elles sont enfin un lieu de décision collégiale sur tous les thèmes touchant à la vie de la commission.

Les membres du CDSE junior disposent également d'ateliers thématiques. L'objectif des ateliers est de permettre l'élaboration d'outils (cahiers techniques, kits de communication, synthèses, articles...) à destination de l'ensemble des membres du club. Les thèmes de ces ateliers sont proposés et adoptés par les membres en session plénière.

L'ensemble des réunions et des travaux du CDSE Junior sont organisés de façon collaborative. Chaque membre de la commission doit de façon cumulative ou non prendre à sa charge l'organisation d'une réunion, d'un débat ou l'animation d'un atelier...

Réalisations à venir : 2017 /2018

- Réalisation d'un jeu de carte pour sensibiliser aux bonnes pratiques en matière de sûreté à l'international et promouvoir les métiers de la sûreté et de la sécurité.
- Réalisation de l'outil « Passeport de Conseil aux Voyageurs » en version électronique (application)
- Réalisation d'un troisième cahier technique sur le thème de la protection de l'information et les opérations de surveillance électronique.

MISSION SÉCURITÉ à l'international



Un jeu de carte développé par le CDSE Junior pour sensibiliser aux bonnes pratiques en matière de sûreté à l'international et promouvoir les métiers de la sûreté et de la sécurité.

Le CDSE Junior vous propose d'incarner l'un des voyageurs d'affaires de l'entreprise S.U.R.E. Celle-ci souhaite développer ses affaires dans un pays où les risques sécuritaires sont nombreux. Votre mission consiste à vous rendre à différents rendez-vous sur ce territoire (dans une usine partenaire, un hall d'hôtel ou encore au siège d'une de vos filiales...) en utilisant les moyens de transport locaux. Cette mission, qui paraît simple de prime abord, risque fort d'être perturbée par différents événements sécuritaires. Et si vous n'avez pas suffisamment préparé votre voyage et que vous ne possédez pas les bonnes cartes « sûreté » dans votre jeu, il y a fort à parier que vous soyez bloqué pendant quelques tours, voire rapatrié avant d'avoir atteint tous vos objectifs - une condition indispensable pour gagner la partie.

Ce jeu de cartes, qui par définition est facile à déployer, a été conçu pour 2 à 5 joueurs autour de règles simples. En outre, le temps de jeu est totalement modulable et se fait en fonction du nombre de rendez-vous à effectuer lors d'une partie.

Parler de la sécurité et de la sûreté à l'international autrement

Au-delà des aspects ludiques de cet outil construit autour de visuels simples et parfois décalés, Mission sécurité à l'international propose à la communauté du CDSE et de la sûreté en général, de communiquer autrement sur les bonnes pratiques en matière de prévention des risques à l'international. Une partie a pour objectif de créer une conversation entre praticiens de la sécurité/sûreté et leurs collaborateurs afin que chacun puisse intégrer des réflexes de bonne conduite et de bon sens, applicables en mission à l'étranger.

Faire connaître et promouvoir les métiers de la sûreté

Par la création de ce jeu, le CDSE Junior participe pleinement à l'une des missions du CDSE : valoriser et promouvoir les métiers de la sécurité et de la sûreté. En effet, Mission sécurité à l'international permet d'expliquer ce que sont les métiers et les missions de la sûreté et de la sécurité à



l'ensemble des collaborateurs d'une entreprise, mais également au grand public et notamment aux étudiants et universitaires pour qui les activités d'une direction sûreté restent encore parfois un peu obscures.

Ce jeu, disponible dès le quatrième trimestre, sera distribué de manière unitaire à l'ensemble des entreprises membres du CDSE. Il pourra être commandé par tous à prix coûtant. Mission sécurité à l'international sera également entièrement customisable par des entreprises qui souhaiteraient le déployer très largement.

Sécurité & Stratégie

4 numéros en 2016

Sécurité et Stratégie offre une approche transversale et comparative d'études universitaires et d'expériences de professionnels.

Chaque trimestre le numéro propose :

- Un dossier thématique rassemblant des articles originaux d'universitaires, de représentants des institutions publiques, de directeurs de sécurité : analyses, témoignages, résultats d'enquêtes...
- Une rubrique internationale, mais aussi des articles en prise avec l'actualité, la réglementation, et les productions du Club.

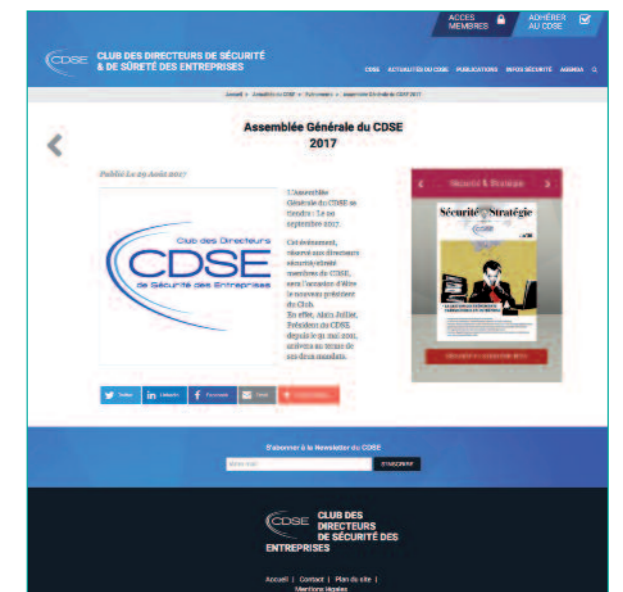


Internet

Il était attendu !

Le nouveau site internet du CDSE a été entièrement renoué en 2016. Repensé par un accès facilité à l'ensemble des informations, avec un nouveau graphisme, ce nouveau site web offre une véritable vitrine du CDSE sur la toile.

Son audience n'a cessé de croître depuis que ce nouveau portail a été mis en place.



Le réseau

Le CDSE compte 114 entreprises membres, contre 34 entreprises en 2008.

6 nouvelles entreprises ont rejoint le CDSE en 2016.

Le CDSE a également étendu son réseau auprès d'acteurs institutionnels qui participent à ses travaux.

Il travaille régulièrement avec :

- les services du Premier Ministre : Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN), l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI),
- le Ministère de l'Intérieur : Direction Générale de la Sécurité Intérieur (DGSI), Directions Générales de la Gendarmerie et de la Police Nationales (DGGN, DGPN) et leurs différents services, Préfecture de Police,
- le Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (MAEDI) Centre de Crise et de Soutien (CDCS),
- le Ministère des Finances : Douanes, Commissariat à l'Information Stratégique et à la Sécurité Economique (CISSÉ),
- le ministère de la Défense,
- et diverses grandes écoles et instituts (ESCP Europe, INHESJ, ENSP, EOGN, Epita).

Adhérer au CDSE en 2017 c'est :

- *Partager ses expériences et s'enrichir de celles des autres*
- *Appartenir à un réseau de professionnels de la sécurité / sureté*
- *Vivre l'évolution du métier de directeur sécurité/sureté dans le cadre de commissions et d'ateliers pratiques (Commission Internationale, Gestion de Crise, Sécurité des Systèmes d'information ...)*
- *Bénéficier de cahiers techniques opérationnels sur des sujets d'actualité (géolocalisation, drones, vidéo protection, etc...)*
- *Participer à des séminaires fermés sur des thèmes élaborés à partir des préoccupations de la profession (fraude interne, management de la sécurité, gestion de crise, identification des menaces, analyse des évolutions géopolitiques, évolution du métier...)*
- *Bénéficier d'un outil de veille (veille juridique, veille géopolitique, veille en termes d'identification des menaces, Intelligence Economique)*
- *Participer au colloque international des directeurs sécurité*
- *Renforcer les synergies entre les pouvoirs publics et le CDSE en matière de sécurité/sûreté*
- *Offrir un accès privilégié à des formations grâce à des partenariats conclus entre le CDSE et des organismes de formation (L'Ecole nationale supérieure de la Police (ENSP) ESCP Europe, EPITA et INHESJ)*
- *Participer à la promotion de la culture sécurité.*